

ÉVÉNEMENT

ital: Olivier Véran lance l'urgence un « Ségur de la santé »

300 participants ont moins de deux mois pour refonder le système.

« Une ligne face à un ciel hospitalier et un coup d'envoi de la santé » qui est la crise et le répit. L'objectif est la promesse de Macron, fin de l'épidémie, que le vestissement et l'ensemble des de cette crise, ».

« Une refonte du système de la gouvernance... « Nous avons », a promis Olivier Véran, ministre de la Santé, le 15 juin à 15h30, avec des représentants syndicaux et des collectifs hospitaliers. Un message du ministre de la Santé, Olivier Véran, ex-secrétaire général de la Fédération hospitalière de France (FHF), a été adopté en juillet 2019 - qui n'ont pas calmé la grogne des soignants, les syndicats restent circonspects. « Si tout doit être bouclé d'ici au 15 juillet, les marges de manœuvre vont être très limitées pour la négociation », s'inquiète déjà Didier Birig, secrétaire général de FO Santé sociaux, pointant le risque d'une « simple consultation ». Une dizaine d'organisations syndicales ou professionnelles appelle à la mobilisation le 16 juin. Reste à savoir qui va payer, alors que le déficit de la Sécurité sociale devrait dépasser les 40 milliards d'euros cette année, sans espoir de retour dans le vert avant 2033. Pas d'autre solution donc que de mettre les Français à contribution, selon l'économiste François Ecalle. « Pour éviter une hausse des prélèvements obligatoires qui freinerait la reprise de l'activité, il faudrait diminuer la part de la Sécurité sociale dans le financement des dépenses de santé » et « augmenter la part payée directement par les ménages, qui est en France la plus faible de l'Union européenne », avance-t-il. Tout en mettant en place un « bouclier sanitaire » pour protéger les plus modestes. Autant dire que la voie à trouver est étroite... ■ M.-C.R.

3 LES OBJECTIFS POUR L'HÔPITAL DU « SÉGUR DE LA SANTÉ »

- Revaloriser le salaire des soignants
- Repenser le temps de travail
- Revoir la gouvernance en redonnant du pouvoir aux médecins

insiste le président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Frédéric Valletoux, qui réclame un véritable « New Deal » de l'hôpital.

Mobilisation le 16 juin

« Du fric, du fric pour l'hôpital public ! », scandaient d'ailleurs des manifestants, réunis jeudi devant l'hôpital Robert-Debré à Paris. Après plusieurs plans - le dernier, baptisé « Ma santé 2022 », a été adopté en juillet 2019 - qui n'ont pas calmé la grogne des soignants, les syndicats restent circonspects. « Si tout doit

être bouclé d'ici au 15 juillet, les marges de manœuvre vont être très limitées pour la négociation », s'inquiète déjà Didier Birig, secrétaire général de FO Santé sociaux, pointant le risque d'une « simple consultation ». Une dizaine d'organisations syndicales ou professionnelles appelle à la mobilisation le 16 juin.

Reste à savoir qui va payer, alors que le déficit de la Sécurité sociale devrait dépasser les 40 milliards d'euros cette année, sans espoir de retour dans le vert avant 2033. Pas d'autre solution donc que de mettre

les Français à contribution, selon l'économiste François Ecalle. « Pour éviter une hausse des prélèvements obligatoires qui freinerait la reprise de l'activité, il faudrait diminuer la part de la Sécurité sociale dans le financement des dépenses de santé » et « augmenter la part payée directement par les ménages, qui est en France la plus faible de l'Union européenne », avance-t-il. Tout en mettant en place un « bouclier sanitaire » pour protéger les plus modestes. Autant dire que la voie à trouver est étroite... ■ M.-C.R.

Chantier explosif pour le président Macron



DECRIPTAGE
Marie-Cécile Renault
mcrenault@lefigaro.fr

Avec le « Ségur de la santé », c'est un chantier hautement inflammable qui s'ouvre pour le président de la République. Sur la forme, la concertation en visioconférence, avec près de 300 participants, qui s'ouvre lundi est complexe à mener. En outre, elle mêle les sujets de l'hôpital public, des Ehpad, de la dépendance, du cinquième risque, bref un champ très large. Et ce dans un temps restreint, puisque le chef de l'État veut que les débats soient bouclés le 15 juillet.

Sur la revalorisation des rémunérations, le cœur du sujet, le périmètre reste flou : le gouvernement veut se concentrer sur les soignants

alors que les syndicats veulent élargir à tous les agents hospitaliers, y compris les administratifs, techniciens et ouvriers. S'estimant seuls interlocuteurs légitimes pour engager des négociations salariales, les centrales représentatives de la fonction publique hospitalière refusent la présence autour de la table des différents collectifs (CIH, CIU...), fer de lance de la mobilisation à l'hôpital depuis plus d'un an. « On ne parle que d'eux parce qu'il y a cinq professeurs de l'AP-HP. Mais ils n'ont rien à foutre dans la salle », résume, amer, un élu syndicaliste.

Pas de solution au rabais

Sur le fond, le gouvernement attaque la plaie à chaud. Il se retrouve face à des hospitaliers, dont les attentes sont plus fortes que jamais. D'une part, parce que les personnels sortent épuisés de dix longues semaines de lutte contre le virus et

au rabais après être « montés au front ». Déjà, les médailles de l'engagement et la prime Covid ont agacé plus qu'elles n'ont reconforté, les agents reprochant la distinction entre ceux qui toucheront 1500 euros, 500 euros, ou rien, plutôt qu'une même prime pour tous.

En outre, les agents hospitaliers sortent renforcés dans leurs convictions : l'épidémie a semblé justifier les revendications qu'ils portent depuis longtemps sur le manque d'effectifs ou la fin des fermetures de lits décidées par des gestionnaires, et ce même si la crise était une situation exceptionnelle. Enfin, si les hospitaliers auréolés de leur dévouement arrivent en position de force, l'exécutif sort lui en position de faiblesse, alors que le manque de masque, d'anticipation et de préparation ne manqueront pas de lui être reprochés. Bref, si la mission n'est pas impossible, elle